



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction des Libertés Publiques

**ARRÊTÉ**

n° 2011-DLP/BUPE-*251* du - 8 JUIL. 2011

**imposant à la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine des prescriptions complémentaires relatives à l'actualisation des garanties financières du crassier de Marspich qu'elle exploite à HAYANGE.**

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté préfectoral DCTAJ-2011-110 en date du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage des déchets dangereux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;
- VU** les circulaires ministérielles n° 96-858 du 28 mai 1996 et n° 532 du 23 avril 1999 relatives aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-92 du 31 mars 2000 imposant à SOLLAC LORRAINE la prise de garanties financières pour le crassier de Marspich ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-403 du 07 novembre 2007 imposant à ARCELORMITTAL A et L l'actualisation des garanties financières pour le crassier de Marspich ;
- VU** le dossier d'actualisation des garanties financières du crassier de Marspich, PWE0925 de novembre 2009, établi par PW ENVIRONNEMENT et transmis le 24 juin 2010 par ARCELORMITTAL A et L ;
- VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 28 avril 2011 ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques du 26 mai 2011 ;

Considérant que les hypothèses ayant conduit à l'élaboration des montants des garanties financières fixées à l'article premier de l'arrêté du 31 mars 2000 susvisé ne sont plus d'actualité ;

Considérant qu'il convient d'actualiser ces montants par rapport aux conditions d'exploitation connues à ce jour ;

Considérant que le montant des garanties financières proposé par l'exploitant pour la période 2010-2015 répond aux exigences de calcul fixées par les circulaires du 28 mai 1996 et du 23 avril 1999 susvisées ;

Considérant que les incertitudes liées à l'arrêt de la filière liquide ne permettent pas d'établir des montants de garanties financières fiables pour les périodes allant au-delà de 2015 ;

Considérant qu'en conséquence, il convient d'imposer à l'exploitant un calcul du montant des garanties financières pour les périodes allant au-delà de 2015 durant le dernier semestre 2014, de manière à prendre en compte les conditions d'exploitation du moment ;

Considérant l'actualisation des garanties financières sur la base de l'indice INSEE TP01 des travaux publics de 629,5 en décembre 2009 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Abrogation**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-92 du 31 mars 2000 sont supprimées.

### **Article 2 : Montant des garanties**

Les garanties financières prévues aux articles R.516-1 et R.516-2 du Code de l'Environnement exigées pour le crassier de MARSPICH sont définies comme suit :

<b><u>Période</u></b>	<b><u>Montant (M) à garantir</u></b>
2010-2015	2 416 200 € HT soit 2 889 775 € TTC

### **Article 3 : Acte de cautionnement**

Le document attestant la constitution des garanties financières visées à l'article 2 doit être adressé par la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE et LORRAINE à FLORANGE à Monsieur le Préfet de la Région LORRAINE, Préfet de la Moselle, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Le document attestant de la constitution de ces garanties doit être un acte de cautionnement solidaire conforme au modèle de l'arrêté ministériel du 01 février 1996 modifié le 30 avril 1998.

### **Article 4 : Renouvellement et actualisation**

A l'occasion de l'établissement du renouvellement de l'acte de cautionnement, le montant (M) devra être actualisé selon la formule :

$$M = M(i) \times \frac{TP01(t)}{TP01(0)}$$

où

- M est le montant actualisé (HT) ;
- M(i) représente le montant du cautionnement à fournir en euros HT pour la période 2010-2015 ;
- TP01 (t) représente la valeur de l'indice INSEE TP01 lors de la date du renouvellement des garanties ou de l'initialisation de celles-ci ;
- TP01 (0) représente la valeur de l'indice INSEE TP01 à la date de décembre 2009 soit 622,9 (indice de référence ayant servi à calculer le montant du présent arrêté).

Mention devra être faite de la valeur de ces indices sur l'acte de cautionnement.

Le montant (M) sera actualisé de la même façon lorsque l'augmentation de l'indice INSEE TP01 sera supérieure à 15 % pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Le renouvellement et l'actualisation des actes de cautionnement demandés interviennent au moins tous les 3 ans.

Un document conforme à l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation des garanties pour une nouvelle période est adressé au Préfet au moins 3 mois avant l'échéance.

Le renouvellement et l'actualisation des garanties financières sont réalisés par l'exploitant sans que l'administration ait à les demander.

#### **Article 5 : Appel des garanties financières**

A tout moment de la période de suivi post-exploitation, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des dispositions concernant le réaménagement du site, après intervention des mesures prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

#### **Article 6 : Levée de l'obligation des garanties financières**

Au terme de la période de suivi post-exploitation, à la suite de la constatation de la conformité de la remise en état définitive par un procès-verbal de récolement rédigé par l'Inspecteur des Installations Classées et après avis des maires concernés, le Préfet lève par voie d'arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.512.31 du Code de l'Environnement, l'obligation de garanties financières.

#### **Article 7 :**

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue à l'article L.541-26 du Code de l'Environnement relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux pour les installations de stockage de déchets, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue à l'article L.541-42 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

#### **Article 8 : Infractions aux dispositions de l'arrêté**

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

### **Article 9 : Délais et voies de recours**

En vertu de l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

### **Article 10 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1) Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de HAYANGE et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

2) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par le maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par l'exploitant.

Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture de la Moselle.

3) Un avis sera inséré par le préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

### **Article 11 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,  
Le Sous-préfet de THIONVILLE,  
Le Maire de HAYANGE,  
Les inspecteurs des installations classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Metz, le - 8 JUIL. 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Olivier du CRAY

